

La lutte aux changements climatiques se mène sur plusieurs fronts, tant pour atténuer les effets du réchauffement que pour adapter nos communautés à un mode de vie en mutation. Les mesures choisies dépendent bien sûr des problématiques particulières aux différentes régions du globe et des retombées anticipées, mais entraînent presque à tout coup un **développement durable et des bénéfices très larges**. C'est l'approche des cobénéfices et de l'adaptation « sans regret ».

Quelles sont les stratégies d'intervention?

- **Réduire le réchauffement anticipé.**
En stoppant l'accumulation de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, on diminue l'ampleur du réchauffement, ce qui permet de restreindre l'éventail des futures conséquences. Cette réduction est également appelée atténuation ou mitigation.
- **S'adapter aux changements climatiques.**
Les communautés doivent s'adapter aux modifications de leur environnement, en vue de réduire leur vulnérabilité.

Les deux stratégies vont de pair. La mitigation réduit l'éventail de risques. L'adaptation permet de faire face aux changements effectifs. Elles sont liées puisque les mesures d'adaptation sont moins efficaces et coûtent plus cher à mesure que le réchauffement s'intensifie.

Peut-on laisser l'économie s'ajuster naturellement, selon la gravité des effets?

Arrêter d'émettre des GES ne suffira pas à arrêter le réchauffement. Même si les émissions humaines devaient connaître un arrêt ou une contraction subite, le système climatique réagira lentement et continuera de se réchauffer pendant un certain temps. En effet, l'action des gaz à effet de serre déjà présents dans l'atmosphère se prolonge durant des dizaines, voire des centaines d'années.

De plus, les spécialistes affirment que « les mesures d'adaptation et d'atténuation sont soutenues par des facteurs facilitants : institutions et gouvernance efficaces,

innovation et investissements dans les technologies et les infrastructures vertes, moyens de subsistance, modes de vie et comportements durables ». En somme, quand on agit pour réduire les GES, on se donne aussi les moyens d'être plus efficace pour s'adapter.

Pourquoi est-il important de s'adapter?

L'objectif de l'adaptation est à la fois de réduire les risques et vulnérabilités, d'augmenter la résilience des écosystèmes, et que les communautés et individus assimilent les nouvelles bonnes pratiques. Les stratégies sont individuelles et collectives, mais les changements attendus exigent le développement des conditions propices au changement en profondeur, ce qui dépasse les choix personnels. L'adaptation comporte de nombreuses possibilités selon les milieux d'intervention. Par exemple :

- Développer des infrastructures résilientes qui réduiront les risques.
- Rendre plus efficaces les systèmes énergétiques et réduire du coup la dépendance à des sources instables.
- S'adapter aux nouvelles conditions de récolte pour accroître la productivité agricole.
- Améliorer la conception des bâtiments, d'un point de vue thermique et énergétique.
- Économiser l'eau dans les municipalités et industries consommatrices.

Une adaptation efficace permet, dans certains cas, de tirer profit des changements du climat, par exemple en allongeant la durée de vie des infrastructures et en pérennisant des activités commerciales, comme l'agriculture. Une bonne stratégie permet aussi d'éviter la « maladaptation », c'est-à-dire des actions qui au lieu de diminuer, augmente la vulnérabilité (Ex. : construire une habitation plus résistante aux extrêmes météorologiques, mais en détruisant un milieu humide qui aurait permis de limiter les impacts des changements climatiques sur la communauté).

Les mesures d'adaptation comportent de nombreux cobénéfices. La Banque mondiale a évalué 4 projets majeurs en Inde, en Chine, au Mexique et au Brésil qui pourraient entraîner, sur 20 ans, l'évitement de 1 à 1,5 million de tonnes de cultures agricoles perdues et la création de 200 000 emplois.

L'OMS avance de son côté que la réduction des polluants pourrait sauver 2,5 millions de vies par année, et que les options de transports faibles en carbone, tels que le vélo et la marche, réduiraient drastiquement les maladies cardiaques, les accidents vasculaires cérébraux et les cancers du sein.

Comment s'y prendre pour réduire les GES?

Par la mitigation, on souhaite non seulement stabiliser, mais éliminer à moyen terme les sources humaines d'émissions de GES. Pour y arriver, il faut globalement réduire à zéro les émissions de GES dues aux activités humaines d'ici 2100.

Il serait optimal de maintenir les concentrations atmosphériques de GES à 450 PPM, mais il sera plus probable de les retenir sous le seuil de 550 PPM.

Des solutions concrètes existent et sont porteuses de succès

- Réduire la consommation énergétique dans tous les secteurs : industriel, résidentiel, transport.
- Remplacer les sources énergétiques fossiles par différentes formes d'énergies renouvelables : éolien, solaire, biomasse, hydroélectrique, etc.
- Utiliser des carburants moins émetteurs, comme les biocarburants.
- Reboiser pour permettre aux écosystèmes d'absorber plus de gaz carbonique.
- Adopter des normes visant l'amélioration de l'intensité énergétique pour les véhicules ou les biens de consommation.
- Aménager les villes de manière à limiter les besoins de déplacements.

La tarification du carbone, par une taxe ou un système de quotas, est une mesure en popularité croissante de lutte aux changements climatiques. La valeur économique donnée à la tonne d'émission de gaz à effet de serre semble essentielle pour inciter l'apport du secteur privé dans la transition vers une économie sobre en carbone.



SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES

Banque mondiale (2014). Climate-smart development : adding up the benefits of actions that help build prosperity, end poverty and combat climate change. Akbar, Sameer; Kleiman, Gary; Menon, Surabi; Segafredo, Laura. 2014. Main report. Washington, DC : World Bank Group. <http://documents.worldbank.org/curated/en/2014/06/19703432/climate-smart-development-adding-up-benefits-actions-help-build-prosperity-end-poverty-combat-climate-change-vol-1-2-main-report>

Gouvernement du Québec, Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Politique énergétique 2016-2025 <http://mern.gouv.qc.ca/peq/fascicule-1.pdf>

IPCC [GIEC] (2014). Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [Field, C.B., V.R. Barros, D.J. Dokken, K.J. Mach, M.D. Mastrandrea, T.E. Bilir, M. Chatterjee, K.L. Ebi, Y.O. Estrada, R.C. Genova, B. Girma, E.S. Kissel, A.N. Levy, S. MacCracken, P.R. Mastrandrea, and L.L. White (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA

IPCC [GIEC], 2014. Climate Change 2014: Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [Edenhofer, O., R. Pichs-Madruga, Y. Sokona, E. Farahani, S. Kadner, K. Seyboth, A. Adler, I. Baum, S. Brunner, P. Eickemeier, B. Kriemann, J. Savolainen, S. Schlömer, C. von Stechow, T. Zwickel and J.C. Minx (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, United Kingdom and New York, NY, USA.

New Climate Institute (2015). Assessing the missed benefits of countries' national contributions, 30 March 2015. Niklas Höhne, Thomas Day, Gesine Hänsel, Hanna Fekete, Project 15005, <http://newclimate.org/2015/03/27/indc-cobenefits/>

Ouranos (2015). Vers l'adaptation. Synthèse des connaissances sur les changements climatiques au Québec. Édition 2014.

équiterre



Regroupement national
des conseils régionaux
de l'environnement